

Communiqué de presse

Le 1^{er} février 2017

Débat sur le revenu universel : l'Uniopss réaffirme ses priorités

Le devenir de notre système de protection sociale et des politiques sociales constitue, à raison, un enjeu majeur des prochaines échéances électorales. Il demande donc un débat public argumenté. Dans ce cadre, est discutée l'instauration éventuelle d'un revenu universel. Regroupant de nombreuses associations de solidarité, l'Uniopss a demandé à son Conseil de Recherche et de Prospective d'éclairer les termes du débat. Quels enjeux et quelles conséquences de cette mesure pour les personnes et notamment pour les plus pauvres, pour notre système social, et pour la société ?

Le débat sur le revenu universel a le mérite de mettre en évidence et de souligner les lacunes et insuffisances de l'actuel système des *minima* sociaux, et particulièrement du RSA. L'importance des non-recours, excluant de fait des personnes en précarité, est préoccupante. La complexité du système rend celui-ci difficilement compréhensible par les personnes concernées et reste associée souvent à la crainte d'une certaine stigmatisation. Notre système social apparaît inadapté, face aux transformations du marché du travail où se multiplient les formes et les contrats atypiques par rapport au CDI, minoritaire dans les nouveaux contrats, mais qui demeure largement majoritaire pour les salariés en exercice.

Pour l'Uniopss, le développement de la précarité dans l'emploi et le travail n'est pas une fatalité mais la protection sociale doit élargir son champ d'application pour couvrir ceux qui en sont exclus.

Le revenu universel, au-delà des questions de son financement qui n'est pas assuré, soulève de nombreuses inconnues :

- Quel sera l'impact sur les divers pans de la protection sociale et des politiques sociales sédimentées depuis de nombreuses années, qui nécessitent sans doute une simplification ?
- Peut-il réellement améliorer la situation des plus pauvres, ce qui reste pour nous la priorité ?
- Quelles seront les conséquences sur les liens de cette mesure avec le travail ?

Face à ces questions et aux doutes sur l'apport de ce dispositif pour les publics les plus en difficulté, nous voulons rappeler en préalable nos priorités :

- Une revalorisation garantissant des ressources plus décentes que le montant actuel, afin d'atteindre le seuil de pauvreté et une couverture élargie
- Une simplification des règles et des démarches administratives
- Une réduction du nombre de *minima*, tout en tenant compte de situations différenciées comme celles des personnes âgées ou en situation de handicap
- Une extension d'un minimum de ressources à d'autres populations comme les jeunes.

Nous refusons l'impuissance face à la situation actuelle et préconisons des réformes de progrès, tout en réclamant garanties et précisions sur cet hypothétique revenu universel.

Contact presse : Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr